INSTITUT
DE LA STATISTIQUE
DU QUÉBEC

www.stat.gouv.qc.ca

RÉGIONS

Bulletin statistique régional

Édition 2012

Montréal

Québec

Équipe de rédaction :

Danielle Bilodeau, Pierre Cambon, Stéphane Crespo, Claude Fortier, Jean-François Fortin, Chantal Girard, Jean-Marc Kilolo-Malambwe, Jean-François Lachance, Stéphane Ladouceur, Guillaume Marchand, Martine St-Amour

Avec l'assistance technique de :

Marie-Ève Cantin, Claudette D'Anjou, Fanny Desrochers, Danielle Laplante, Hugo Leblanc, Amélie Martins, Danny Sanfaçon

Révision linguistique :

Esther Frève, Micheline Lampron

Sous la coordination de :

Pierre Cambon, Stéphane Ladouceur

Sous la direction de :

Yrène Gagné

Nos coordonnées :

Institut de la statistique du Québec
200, chemin Ste-Foy, 3e étage
Québec (Québec), G1R 5T4

Téléphone : 418 691-2411
Sans frais : 1-800-463-4090
Télécopieur : 418 643-4129
Courriel : regions@stat.gouv.qc.ca

Visitez notre site Web :

www.stat.gouv.qc.ca

Crédits de la page frontispice :

© iStockphoto.com / Adam Korzekwa / philpell, photographes

Signes conventionnels

..	Donnée non disponible	g	Gramme
...	N'ayant pas lieu de figurer	kg	Kilogramme
–	Néant ou zéro	t	Tonne métrique
—	Données infime	hl	Hectolitre
p	Donnée provisoire	n	Nombre
r	Donnée révisée	$	En dollars
e	Donnée estimée	k	En milliers
F	Donnée peu fiable	M	En millions
x	Donnée confidentielle	G	En milliards

Dépôt légal

Bibliothèque et Archives Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
3e trimestre 2012
ISSN 1712-2066 (version imprimée)
ISSN 1715-6971 (en ligne)

© Gouvernement du Québec, Institut de la statistique du Québec

Toute reproduction autre qu'à des fins de consultation personnelle est interdite sans l'autorisation du gouvernement du Québec.
www.stat.gouv.qc.ca/droits_auteur.htm

Juillet 2012

Table des matières

Territoire 2

Démographie 3

Marché du travail 7
Indicateurs du marché du travail 7

Comptes économiques 8
Produit intérieur brut 8
Revenu personnel 10

Conditions de vie et bien-être 12

Investissements et permis de bâtir 14
Investissements 14
Permis de bâtir 15

Santé 16

Éducation 18

Culture et communications 20

Concepts et définitions 22

Tableaux comparatifs 27

1. Territoire

par Guillaume Marchand, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

La région de Montréal couvre une superficie de 624 km². Cette région désigne à la fois le territoire équivalent (TE) à une municipalité régionale de comté (MRC) et regroupe 16 municipalités.

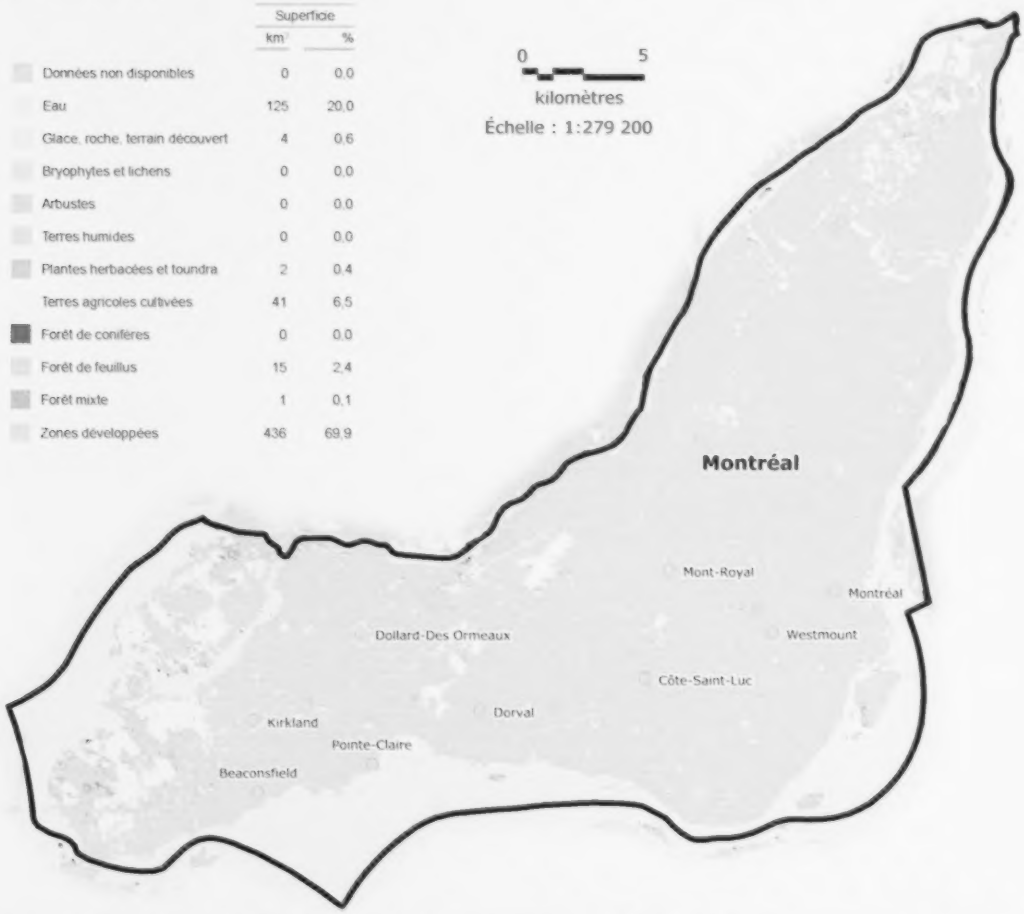
Avec une superficie en terre ferme 499 km² (80,0 %) pour 1 958 257 habitants en 2011, la densité de population de Montréal est de 3 924 hab./km². Par contre, les zones développées couvrent une surface de 436 km² (69,9 %). Ainsi, la densité de la population par rapport aux zones développées est de 4 375 hab./ km².

La couverture du sol[1] de Montréal est composée majoritairement de 436 km² de zones développées (69,9 %), de 125 km² d'eau (20,0 %) et de 15 km² de forêts de feuillus (2,4 %). Finalement, les terres humides s'étendent sur 0,124 km², ce qui représente 0,02 % de la région.

Pour favoriser la protection et le maintien de la diversité biologique, Montréal compte 96 km² (15,3 %) d'aires protégées en 2011.

Couverture du sol

	Superficie	
	km²	%
Données non disponibles	0	0,0
Eau	125	20,0
Glace, roche, terrain découvert	4	0,6
Bryophytes et lichens	0	0,0
Arbustes	0	0,0
Terres humides	0	0,0
Plantes herbacées et toundra	2	0,4
Terres agricoles cultivées	41	6,5
Forêt de conifères	0	0,0
Forêt de feuillus	15	2,4
Forêt mixte	1	0,1
Zones développées	436	69,9



Sources : GéoBase, circa 2000-vectorielle (CSC2000-V); ministère des Ressources naturelles et de la Faune.

1. Compte tenu de l'arrondissement des données, il peut arriver que la somme des parties n'égale pas le total. Des informations supplémentaires sur les différentes catégories de couverture du sol sont également disponibles dans la section concepts et définitions.

2. Démographie

par la Direction des statistiques sociodémographiques

Que l'on s'attarde à un phénomène démographique ou à un autre, Montréal se démarque généralement toujours des autres régions du Québec. Depuis plusieurs années, elle apparaît notamment comme la grande perdante au jeu des migrations interrégionales. Elle affiche également la plus faible fécondité de toutes les régions, malgré un certain redressement dans la deuxième moitié des années 2000. En revanche, Montréal demeure de loin la première région d'établissement des immigrants récents au Québec. La structure par âge de Montréal est aussi unique au Québec, se caractérisant par une population d'âge actif plus importante et davantage concentrée chez les jeunes adultes.

Évolution de la population

Selon les estimations provisoires, la région de Montréal comptait 1 958 300 habitants au 1er juillet 2011, soit environ le quart (24,5 %) de la population du Québec. Elle occupe le 1er rang des régions administratives pour ce qui est de la taille de sa population, devant la Montérégie (18,3 %) et la Capitale-Nationale (8,8 %). Son poids démographique s'est légèrement réduit au cours des dernières années; il était de 24,8 % en 1996.

Tableau 2.1

Population totale et taux d'accroissement annuel moyen, Montréal et ensemble du Québec, 1996-2011[p]

	Population au 1er juillet				Taux d'accroissement annuel moyen[1]		
	1996	2001[r]	2006[r]	2011[p]	1996-2001[r]	2001[r]-2006[r]	2006-2011[p]
	n				pour 1 000		
Montréal	**1 797 912**	**1 850 521**	**1 873 608**	**1 958 257**	**5,8**	**2,5**	**8,8**
Ensemble du Québec	**7 246 897**	**7 396 331**	**7 631 552**	**7 979 663**	**4,1**	**6,3**	**8,9**

Note : Selon la géographie et la dénomination au 1er juillet 2011.

1. Le taux d'accroissement est calculé par rapport à la population moyenne de la période.

Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (série de mars 2012).
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Entre 2006 et 2011, la population montréalaise a crû à un rythme annuel moyen de 8,8 pour mille selon les données provisoires, un taux qui surpasse celui enregistré au cours des périodes 2001-2006 (2,5 pour mille) et 1996-2001 (5,8 pour mille). La croissance estimée de Montréal en 2006-2011 se rapproche de la moyenne québécoise (8,9 pour mille), mais elle demeure inférieure à celle des régions qui lui sont adjacentes, surtout celles situées dans sa périphérie nord. En effet, Laval, Lanaudière et les Laurentides affichent une croissance annuelle moyenne de l'ordre de 14 à 16 pour mille entre 2006 et 2011; en Montérégie, ce taux s'établit à un peu plus de 10 pour mille.

Les estimations de population : prudence dans l'interprétation des données provisoires

Une certaine prudence est de mise dans l'analyse de l'évolution de la population des régions administratives et des MRC et TE entre 2006 et 2011. Les estimations de population de Statistique Canada actuellement disponibles pour cette période ont comme point de départ les comptes du Recensement de 2006 (rajustés pour le sous-dénombrement net), auxquels est ajoutée une estimation du bilan des différents événements démographiques enregistrés par la suite (naissances, décès et mouvements migratoires). Les estimations de population seront révisées en 2014 pour s'arrimer aux comptes du Recensement de 2011. Il est possible que certains résultats changent à la suite de ces révisions.

Structure par âge

La structure par âge de Montréal est particulière, car l'arrivée d'immigrants et de jeunes des autres régions assure le maintien d'une population plus jeune, en venant augmenter les rangs des 20-44 ans. En conséquence, 64,9 % de la population est

d'âge actif (20-64 ans), la proportion la plus élevée parmi les régions du Québec. La part des moins de 20 ans (20,1 %) est plus faible que la moyenne québécoise. Celle des 65 ans et plus se maintient autour de 15 %, tandis que celle de l'ensemble du Québec a récemment surpassé cette marque. L'âge médian à Montréal (38,4 ans) est le plus bas de l'ensemble des régions du Québec, à l'exception du Nord-du-Québec.

Tableau 2.2

Population par grand groupe d'âge et âge médian, Montréal et ensemble du Québec, 2011[p]

	Groupe d'âge								Âge
	Total	0-19	20-64	65 et plus	Total	0-19	20-64	65 et plus	médian
	n				%				
Montréal	**1 958 257**	**394 359**	**1 271 516**	**292 382**	**100,0**	**20,1**	**64,9**	**14,9**	**38,4**
Ensemble du Québec	**7 979 663**	**1 729 982**	**4 996 131**	**1 253 550**	**100,0**	**21,7**	**62,6**	**15,7**	**41,4**

Note : Population au 1er juillet.

Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (série de mars 2012).
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

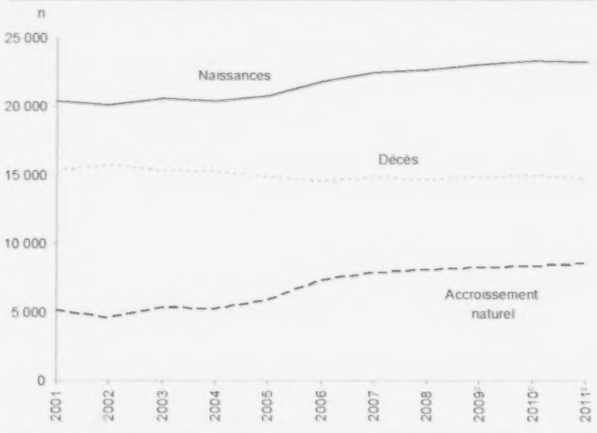
Naissances, décès et accroissement naturel

Selon des données provisoires, 23 161 bébés sont nés à Montréal en 2011, un nombre semblable à celui enregistré en 2010 (23 268) et en 2009 (23 056). Cette stabilisation marque l'essoufflement de la hausse amorcée en 2005, mais les naissances demeurent plus nombreuses en 2011 qu'elles ne l'ont été durant toute la décennie 2000 : en comparaison des 20 359 naissances de 2001, la hausse est de 14 %. Si cette augmentation est non négligeable, elle est cependant un peu moins marquée que celle observée dans l'ensemble du Québec au cours de la même période (20 %).

À Montréal, la hausse des naissances de la deuxième moitié des années 2000 a été impulsée par une élévation de la fécondité. De fait, l'indice synthétique de fécondité est passé de 1,43 enfant par femme en 2001 à 1,56 en 2007. Il a fléchi par la suite, se situant à un peu moins de 1,50 en 2011 selon les données provisoires, mais les naissances sont demeurées plutôt stables en raison d'une croissance du nombre de femmes dans les groupes d'âge les plus féconds. Soulignons que Montréal apparaît depuis quelques années comme la région où la fécondité est la plus faible. À titre comparatif, l'indice de fécondité s'établit à 1,69 enfant par femme dans l'ensemble du Québec en 2011.

Figure 2.1

Naissances, décès et accroissement naturel, Montréal, 2001-2011[p]



Note : Les données sur les naissances de 2009 sont finales.

Source : Institut de la statistique du Québec.

En ce qui concerne les décès, Montréal se démarque comme étant la seule région du Québec où ils sont un peu moins nombreux en 2011 (14 686) qu'en 2001 (15 306). Comme les décès se sont réduits depuis le début des années 2000 et que les naissances ont augmenté, l'accroissement naturel, soit l'excédent des naissances sur les décès, a pris de l'ampleur. Après avoir représenté moins de 6 000 personnes de 2001 à 2005, il culmine à 8 476 personnes en 2011.

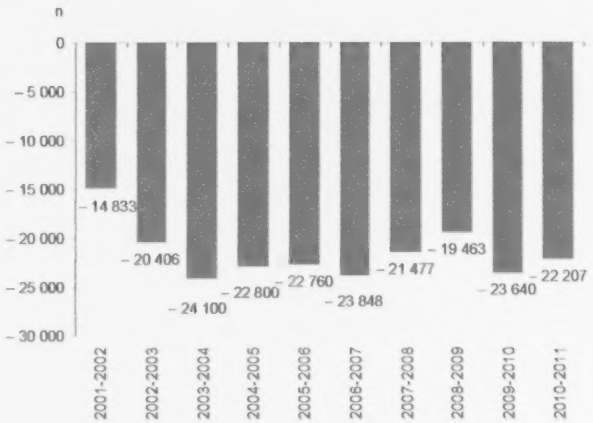
Migration interrégionale

Au cours des dernières années, Montréal a été largement déficitaire dans ses échanges migratoires avec les autres régions du Québec. Depuis 2002-2003, elle a en règle générale perdu plus de 20 000 habitants par année au profit des autres régions. En 2010-2011, son solde migratoire interrégional s'établit à – 22 207. On note une légère baisse du nombre de personnes qui quittent Montréal, mais le nombre d'entrants en provenance d'une autre région a également diminué, ce qui a entraîné une certaine stabilisation des pertes migratoires interrégionales de Montréal autour du niveau actuel.

En 2010-2011, les soldes migratoires de Montréal sont négatifs dans tous les groupes d'âge, sauf chez les 20-24 ans et, dans une moindre mesure, chez les 15-19 ans. L'attirance de ces groupes d'âge pour Montréal s'explique notamment par la présence d'institutions d'enseignement collégial et universitaire qui desservent non seulement les jeunes de la région métropolitaine, mais aussi ceux des autres régions du Québec. Les déficits importants chez les 25-44 ans et chez les jeunes enfants traduisent la nature souvent temporaire des migrations réalisées par les 15-24 ans, de même que l'attrait des jeunes familles pour les banlieues situées dans les régions adjacentes à Montréal.

Figure 2.2

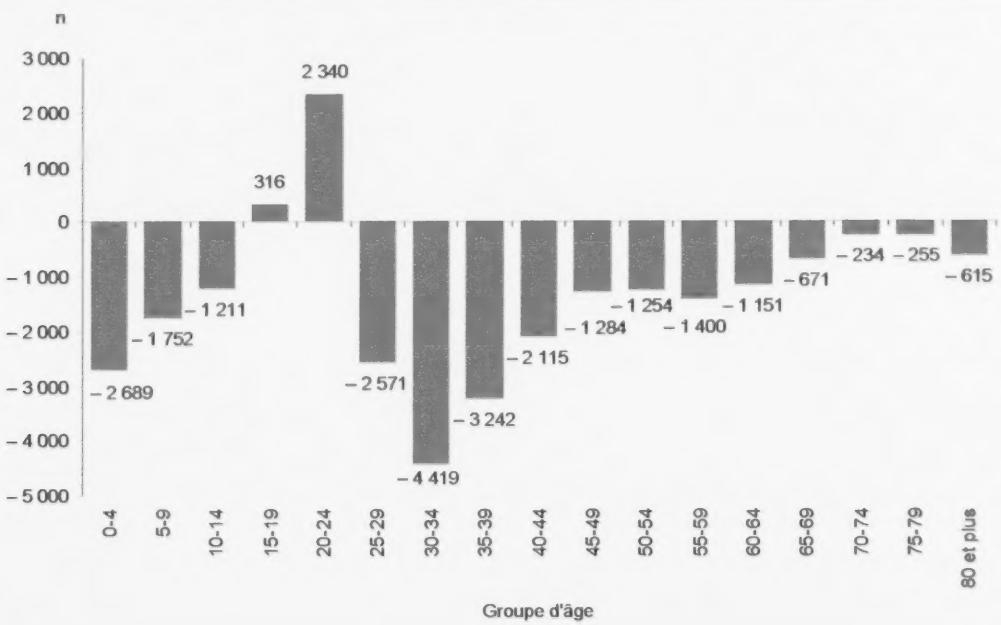
Solde migratoire interrégional, Montréal, 2001-2002 à 2010-2011



Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation du Fichier d'inscription des personnes assurées (FIPA) de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

Figure 2.3

Solde migratoire interrégional selon le groupe d'âge, Montréal, 2010-2011



Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation du Fichier d'inscription des personnes assurées (FIPA) de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

La Montérégie est la principale région de destination des individus qui quittent Montréal, de même que la principale région d'origine de ceux qui s'y établissent. En 2010-2011, un peu plus du tiers des mouvements migratoires, qu'il s'agisse des entrées ou des sorties, ont impliqué cette région voisine. Ces échanges ont été considérablement défavorables à Montréal, qui a perdu 8 395 habitants au profit de la Montérégie. Un large déficit a aussi résulté des échanges avec Laval (– 6 198) et Lanaudière (– 4 224), et on enregistre des pertes non négligeables vis-à-vis des Laurentides (– 1 858). Les échanges avec les autres régions du Québec sont aussi tous défavorables à Montréal en 2010-2011, quoique les pertes soient de plus faible ampleur.

Tableau 2.3

Entrants, sortants et solde migratoire interrégional avec chacune des régions administratives, Montréal, 2010-2011

	Solde	Entrants			Sortants		
		Rang	n	%	Rang	n	%
Bas-Saint-Laurent	– 73	12	386	1,0	13	459	0,7
Saguenay–Lac-Saint-Jean	– 14	10	536	1,4	11	550	0,9
Capitale-Nationale	– 200	5	2 012	5,1	5	2 212	3,6
Mauricie	– 171	8	798	2,0	8	969	1,6
Estrie	– 77	6	1 468	3,7	6	1 546	2,5
Montréal	...	...	...	...	...	...	...
Outaouais	– 429	7	1 094	2,8	7	1 523	2,5
Abitibi-Témiscamingue	– 50	13	342	0,9	14	392	0,6
Côte-Nord	– 61	15	196	0,5	15	257	0,4
Nord-du-Québec	– 21	16	161	0,4	16	182	0,3
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	– 127	13	342	0,9	12	469	0,8
Chaudière-Appalaches	– 164	11	525	1,3	10	689	1,1
Laval	– 6 198	2	6 719	17,0	2	12 917	20,9
Lanaudière	– 4 224	3	5 443	13,8	3	9 667	15,6
Laurentides	– 1 858	4	4 935	12,5	4	6 793	11,0
Montérégie	– 8 395	1	14 022	35,4	1	22 417	36,3
Centre-du-Québec	– 144	9	604	1,5	9	748	1,2
Total	**– 22 207**	...	**39 583**	**100,0**	...	**61 790**	**100,0**

Note : L'arrondissement des données peut amener un léger écart entre le total et la somme des régions.

Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation du Fichier d'inscription des personnes assurées (FIPA) de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

Immigration internationale

L'immigration internationale joue un rôle incontournable dans la dynamique démographique de Montréal, qui est de loin la première région d'établissement des immigrants. En janvier 2011, 65,7 % des immigrants récents, admis au Québec entre 2005 et 2009, résidaient dans la région, ce qui représente un peu plus de 130 000 nouveaux résidents[1]. À titre comparatif, la Montérégie, qui est la deuxième région d'accueil, comptait 10,0 % des immigrants récents en 2011, soit un peu moins de 20 000 personnes. La part des immigrants récents qui décident de s'établir à Montréal s'est toutefois légèrement réduite au cours des dernières années : en janvier 2005, la région accueillait 70,8 % des nouveaux immigrants admis entre 1999 et 2003. Cette légère déconcentration de l'immigration profite surtout aux régions adjacentes à Montréal, en particulier à la Montérégie et à Laval.

1. Les statistiques sur la présence des immigrants au Québec selon l'année d'admission et la région de résidence sont compilées par le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles du Québec. Les statistiques détaillées peuvent être consultées dans : Institut de la statistique du Québec, *Panorama des régions du Québec. Édition 2012*. [En ligne :] http://www.stat.gouv.qc.ca/publications/regions/PDF/panorama_2012.pdf.

3. Marché du travail

3.1 Indicateurs du marché du travail de Montréal

par Jean-Marc Kilolo-Malambwe, Direction des statistiques du travail et de la rémunération

En 2011, la région de Montréal enregistre une forte baisse de l'emploi (– 1,1 %, – 10 200). Des pertes de moins de 2 000 emplois sont également notées dans deux autres régions : il s'agit de la Côte-Nord et Nord-du-Québec ainsi que de la Montérégie. Le taux d'emploi régresse de 1,0 point, à la suite de la baisse de l'emploi combinée à une légère hausse de la population en âge de travailler (+ 0,7 %). Par conséquent, la région recule d'un rang, à la 10e place, à ce chapitre.

Les femmes (– 8 200) sont plus touchées que les hommes, mais ce sont les travailleurs de 15-29 ans et plus qui subissent toute la perte nette d'emplois (– 13 000). Le secteur des services compte 14 000 travailleurs en moins, contrairement à celui des biens où l'emploi progresse (+ 3 900). Notons que la région montréalaise est celle où la proportion de travailleurs dans le secteur des biens est le plus faible en 2011 (14,5 %). La majeure partie des emplois perdus sont à temps partiel (– 6 800); ainsi, la part de ce régime d'emploi dans l'emploi total de la région se contracte de 0,5 point de pourcentage, pour s'établir à 19,5 %.

Tableau 3.1.1

Caractéristiques du marché du travail, Montréal, 2007-2011

	Unité	2007	2008	2009	2010	2011
Population active	k	1020,1	1040,0	1035,2	1051,9	1040,8
Emploi	k	932,3	950,0	919,8	949,6	939,4
Selon le régime						
Emploi à temps plein	k	744,3	768,8	748,8	759,4	756,1
Emploi à temps partiel	k	188,0	181,2	171,0	190,2	183,4
Groupe d'âge						
15-29 ans	k	254,9	248,5	244,7	250,9	237,9
30 ans et plus	k	677,5	701,6	675,1	698,7	701,5
Sexe						
Hommes	k	489,5	506,1	474,3	493,9	491,9
Femmes	k	442,8	443,9	445,5	455,7	447,5
Secteur d'activités						
Secteur des biens	k	154,7	147,8	140,6	132,6	136,5
Secteur des services	k	777,6	802,2	779,2	817,0	803,0
Chômeurs	k	87,8	90,0	115,4	102,3	101,4
Taux d'activité	%	65,1	65,8	64,8	65,3	64,1
Taux de chômage	%	8,6	8,7	11,1	9,7	9,7
Taux d'emploi	%	59,5	60,1	57,6	58,9	57,9
Part de l'emploi à temps partiel	%	20,2	19,1	18,6	20,0	19,5

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.

Malgré le recul de l'emploi, le taux de chômage dans la région de Montréal reste stable à 9,7 % en 2011, en raison d'une baisse équivalente de la population active (– 1,1 %). La région se situe au 15e rang sur 16 à cet égard. Par ailleurs, le nombre de chômeurs affiche une baisse timide (– 900).

Le taux d'activité régresse quant à lui de 1,2 point en 2011, compte tenu de la baisse de la population active et de la croissance de la population en âge de travailler. Il se situe maintenant (64,1 %) en deçà du taux d'activité du Québec (65,2 %). Par rapport à 2007, l'emploi a crû de 7 100 dans la région montréalaise en 2011. Montréal représente 23,8 % des emplois au Québec; toutefois, sa part dans l'emploi total diminue de 0,6 point durant cette période.

4. Comptes économiques

4.1 Produit intérieur brut

par Danielle Bilodeau, Direction des statistiques économiques et du développement durable

En 2008, le produit intérieur brut aux prix de base en dollars courants (PIB) s'élève à 99,0 G$ dans la région de Montréal. La production de cette région constitue plus du tiers du PIB du Québec ce qui en fait, de loin, la région la plus importante du Québec sur le plan économique, devant la Montérégie, qui représente un peu plus de 15 % de l'économie québécoise, et la Capitale-Nationale, près de 10 %.

L'économie de la région augmente d'un faible 0,4 % en 2009, mais affiche tout de même un taux de croissance annuel moyen (TCAM) de 2,3 % au cours des quatre dernières années. En 2009, l'économie du Québec croît de 0,6 % et son TCAM s'élève à 3,2 %.

La région se classe ainsi au dixième rang, devant l'Estrie et après les Laurentides parmi les 17 régions administratives au chapitre de la croissance économique en 2009.

Produit intérieur brut par industrie

Les industries des services affichent une forte prépondérance dans l'économie de la région de Montréal avec un PIB qui atteint 77,9 G$ en 2009, soit 78,7 % de son activité économique. En comparaison, ces industries correspondent à 71,6 % du PIB à l'échelle du Québec. Elles augmentent de 1,4 % en 2009, tandis que les industries productrices de biens régressent de 3,1 %, ce qui freine la performance de la région.

En 2009, le groupe de la finance, des assurances et des services immobiliers (+ 3,8 %), les soins de santé et l'assistance sociale (+ 5,8 %), les autres services (+ 4,1 %) ainsi que les services d'enseignement (+ 2,6 %) contribuent à l'expansion des industries des services. Une des bases économiques importantes de la région, soit l'industrie des arts, des spectacles et des loisirs, affiche une hausse de 2,4 %. À l'inverse, celle de l'industrie de l'information et culturelle se replie de 0,2 % et celle des services professionnels, scientifiques et techniques se contracte de 3,4 %.

Avec un PIB de 21,1 G$, les industries productrices de biens occupent 21,3 % de l'économie de la région. L'industrie de la fabrication est en perte de vitesse depuis 2005. Son TCAM est ainsi négatif de – 4,2 %. La baisse est de 6,1 % en 2009. Plusieurs industries considérées comme des bases économiques de la région poursuivent leur tendance à la baisse en 2009 : la fabrication de vêtements (– 19,4 %), celle de produits informatiques et électroniques (– 19,0 %), les usines de textile et de produits textiles (– 7,3 %) de même que la fabrication de produits en cuir (– 17,0 %). Celle de produits chimiques se maintient au même niveau. Parmi les bases économiques de la région, la fabrication de boissons et de produits du tabac (+ 0,6 %), à l'inverse, évolue à la hausse. La fabrication d'aliments (+ 6,1 %) enregistre une troisième année de hausse consécutive.

Depuis 2005, la part des industries productrices de biens s'érode dans la région de Montréal. Ainsi, de 25,0 % de l'économie régionale en 2005, cette part s'évalue à 21,3 % en 2009, dû en grande partie à l'industrie de la fabrication dont la part passe de 17,3 % en 2005 à 13,3 % en 2009, soit près de quatre points de pourcentage. En comparaison, la part provinciale des industries productrices de biens se situe à 31,1 % en 2005 contre 28,4 % en 2009, avec la part de l'industrie de la fabrication qui diminue de 19,1 % à 14,9 %.

Tableau 4.1.1

Produit intérieur brut (PIB) aux prix de base par industrie, Montréal, 2008-2009

	2008[r]	2009[e]	Part de l'industrie en 2009	Variation annuelle moyenne 2009/2005	Variation 2009/2008
	k$			%	
Ensemble des industries	**98 676 602**	**99 042 964**	**100,0**	**2,3**	**0,4**
Secteur de production de biens	**21 782 225**	**21 105 868**	**21,3**	**– 1,7**	**– 3,1**
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	105 618	103 291	0,1	– 9,3	– 2,2
Cultures agricoles et élevage	53 651	55 599	0,1	– 10,9	3,6
Foresterie et exploitation forestière	21 791	16 651	0,0	– 10,8	– 23,6
Pêche, chasse et piégeage	x	x	...	...	...
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie	x	x	...	...	...
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	x	x	...	...	...
Services publics	x	x	...	...	...
Construction	2 932 556	3 119 602	3,1	2,2	6,4
Fabrication	14 052 353	13 199 093	13,3	– 4,2	– 6,1
Fabrication d'aliments	1 214 993	1 289 545	1,3	3,7	6,1
Fabrication de boissons et de produits du tabac	1 210 666	1 218 309	1,2	1,5	0,6
Usines de textiles et de produits textiles	350 553	324 953	0,3	– 9,2	– 7,3
Fabrication de vêtements	730 825	589 377	0,6	– 17,4	– 19,4
Fabrication de produits en cuir et de produits analogues	32 287	26 806	0,0	– 12,7	– 17,0
Fabrication de produits en bois	96 247	88 915	0,1	– 15,2	– 7,6
Fabrication du papier	597 122	567 343	0,6	– 6,2	– 5,0
Impression et activités connexes de soutien	775 425	754 920	0,8	0,0	– 2,6
Fabrication de produit du pétrole et du charbon	x	x	...	...	...
Fabrication de produits chimiques	1 533 919	1 533 285	1,5	– 3,3	0,0
Fabrication de produits en plastique et en caoutchouc	606 291	507 336	0,5	– 8,3	– 16,3
Fabrication de produits minéraux non métalliques	287 446	286 026	0,3	– 4,8	– 0,5
Première transformation des métaux	486 762	381 895	0,4	– 5,3	– 21,5
Fabrication de produits métalliques	819 842	725 152	0,7	– 3,9	– 11,5
Fabrication de machines	817 329	750 503	0,8	– 0,4	– 8,2
Fabrication de produits informatiques et électroniques	731 698	592 994	0,6	– 12,5	– 19,0
Fabrication de matériel, appareils et composants électriques	592 300	564 430	0,6	– 1,2	– 4,7
Fabrication de matériel de transport	x	x	...	...	...
Fabrication de meubles et de produits connexes	294 230	278 473	0,3	– 5,7	– 5,4
Activités diverses de fabrication	404 848	386 516	0,4	– 2,7	– 4,5
Secteur des services	**76 894 378**	**77 937 096**	**78,7**	**3,5**	**1,4**
Commerce de gros	7 224 061	7 310 955	7,4	4,0	1,2
Commerce de détail	4 811 878	4 872 160	4,9	2,3	1,3
Transport et entreposage	5 536 952	5 308 341	5,4	0,7	– 4,1
Industrie de l'information et industrie culturelle	7 230 010	7 217 768	7,3	2,7	– 0,2
Finance et assurances, services immobiliers et de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises	17 945 239	18 634 738	18,8	3,7	3,8
Services professionnels, scientifiques et techniques	7 266 093	7 020 428	7,1	3,9	– 3,4
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	x	x	...	...	...
Services d'enseignement	4 220 903	4 332 204	4,4	4,0	2,6
Soins de santé et assistance sociale	7 472 881	7 909 918	8,0	5,1	5,8
Arts,spectacles et loisirs	1 460 178	1 494 895	1,5	4,2	2,4
Hébergement et services de restauration	1 900 653	1 886 790	1,9	3,7	– 0,7
Autres services, sauf les administrations publiques	3 142 734	3 273 088	3,3	7,1	4,1
Administrations publiques	x	x	...	...	...

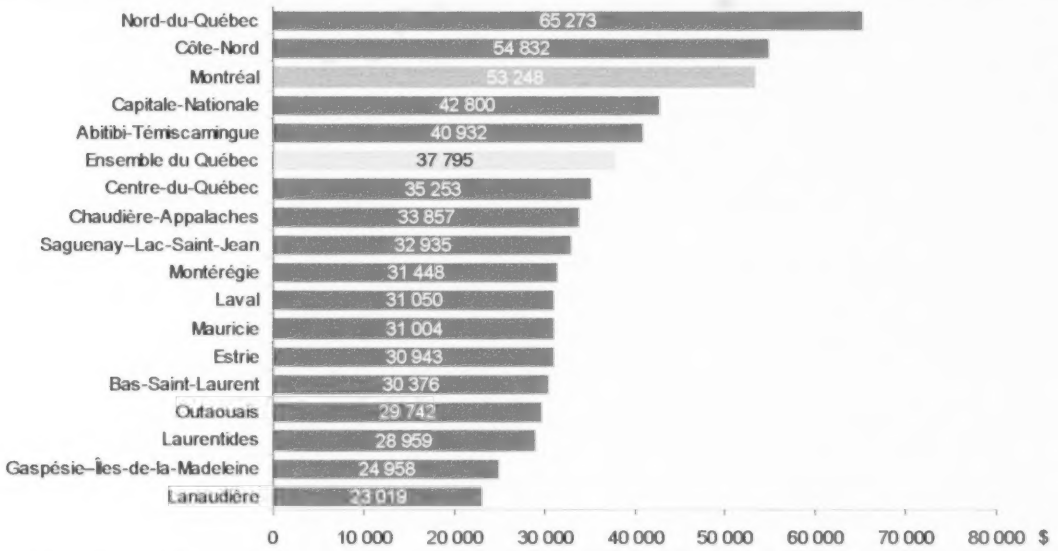
Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire; Revenu Québec; Pêches et Océans Canada; Statistique Canada.

Produit intérieur brut par habitant

Le PIB par habitant est un indicateur souvent utilisé pour faciliter les comparaisons entre les régions quant à l'importance de la production dans un territoire donné. À cet égard, la région de Montréal figure au troisième rang parmi les régions administratives du Québec en 2010. En effet, le PIB par habitant atteint 53 248 $, en hausse de 3,4 % par rapport à 2009, taux de croissance identique à celui du Québec, atteint grâce à une croissance de sa population plus faible que celle du Québec puisque son PIB croît aussi plus faiblement que celui du Québec. Le PIB par habitant s'élève à 37 795 $ en 2010 au Québec.

Figure 4.1.1

Produit intérieur brut par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2010



Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire; Revenu Québec; Pêches et Océans Canada; Statistique Canada.

4.2 Revenu personnel

par Stéphane Ladouceur, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

Après avoir subi une baisse de 2,3 % en 2009, le revenu personnel par habitant de Montréal croît de nouveau en 2010, soit de 2,9 %, et il s'établit à 35 552 $. Cette augmentation s'explique par la croissance de 3,5 % des revenus d'emploi combinée à celle de 3,0 % des transferts gouvernementaux, ce qui amoindrit la baisse de 0,8 % des revenus de placement. En ce qui a trait au revenu personnel disponible par habitant, soit le revenu des particuliers amputé des impôts directs et des cotisations aux régimes d'assurance sociale, il augmente de 3,0 % par rapport à 2009, pour se fixer à 27 646 $. À cet égard, Montréal se classe au quatrième rang parmi les 17 régions administratives, tout juste devant la Capitale-Nationale (27 639 $) mais derrière la Montérégie (27 705 $).

Tableau 4.2.1

Revenu personnel et ses composantes par habitant, Montréal et ensemble du Québec, 2009-2010

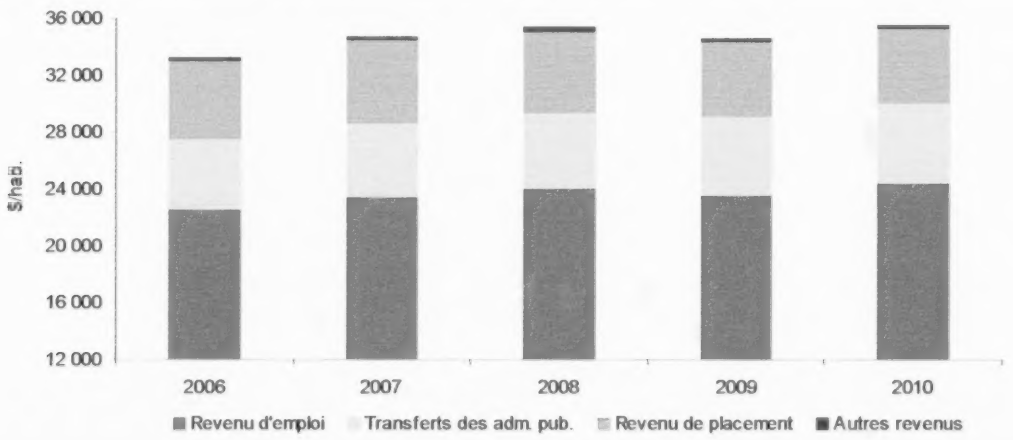
	Montréal			Ensemble du Québec		
	2009r	2010p	Variation 10/09	2009r	2010p	Variation 10/09
	$/hab.		%	$/hab.		%
Revenu d'emploi	23 504	24 331	3,5	23 970	24 743	3,2
Revenu de placement	5 229	5 186	– 0,8	3 641	3 653	0,3
Transferts des administrations publiques	5 543	5 709	3,0	5 732	5 878	2,6
Autres sources de revenu	284	326	15,0	142	163	15,0
Revenu personnel	**34 560**	**35 552**	**2,9**	**33 484**	**34 437**	**2,8**
Moins :						
Impôts, cotisations et autres transferts	7 731	7 906	2,3	7 637	7 795	2,1
Égale :						
Revenu personnel disponible	**26 829**	**27 646**	**3,0**	**25 847**	**26 642**	**3,1**

Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada, Comptes économiques provinciaux.

Par ailleurs, les résidents de l'île de Montréal reçoivent, en moyenne, moins en transferts courants des administrations publiques (5 709 $) que ceux du Québec (5 878 $). En effet, les Montréalais ont moins recours, d'une part, aux indemnités versées aux accidentés du travail et, d'autre part, aux prestations d'assurance-emploi. Par rapport à 2009, les transferts que versent les administrations publiques aux particuliers croissent dans la région de 3,0 %, sous l'effet de la hausse combinée des prestations de la Sécurité de la vieillesse, de la Régie des rentes du Québec ainsi que des subventions aux associations de bienfaisance et des transferts divers.

Figure 4.2.1

Revenu personnel par habitant, Montréal, 2006-2010



Source : Institut de la statistique du Québec.

5. Conditions de vie et bien-être

par Stéphane Crespo, Direction des statistiques sociodémographiques

Mesure du faible revenu

En 2009, la proportion des familles en situation de faible revenu est plus élevée dans la région de Montréal (17,0 %) que dans l'ensemble du Québec (9,8 %). Mentionnons que c'est la présente région administrative qui, de toutes les régions, affiche le taux le plus élevé. De 2005 à 2009, le taux de faible revenu après impôt des familles augmente dans la région (+ 0,2 point), tandis qu'il augmente de 0,2 point dans l'ensemble du Québec. Par rapport à 2008 seulement, le taux est en augmentation de 0,2 point, comparativement à une augmentation de 0,1 point dans l'ensemble du Québec.

À l'instar des autres régions, le taux varie beaucoup selon le type de famille dans la présente région. En 2009, ce taux est 2,4 fois plus élevé concernant les familles monoparentales (33,2 %) qu'en ce qui concerne les couples (13,6 %). Entre 2005 et 2009, le taux diminue de 2,5 points concernant les familles monoparentales, comparativement à une augmentation de 1,4 point pour les couples.

Toujours en 2009, on dénombre dans la région 79 220 familles à faible revenu, dont 26 410 sont monoparentales. Aussi, le nombre d'enfants en situation de faible revenu passe de 88 110 en 2005 à 87 830 en 2009, soit une diminution de 0,3 %. Cette diminution est moins élevée que celle du nombre total d'enfants de la région (– 0,5 %).

Tableau 5.1

Taux de faible revenu selon le type de familles, Montréal, 2005-2009

	2005	2006	2007	2008	2009	Écart 2009/2005
	%					point de pourcentage
Taux de faible revenu des familles	**16,7**	**16,1**	**16,8**	**16,7**	**17,0**	**0,2**
Famille comptant un couple	**12,2**	**12,5**	**13,2**	**13,2**	**13,6**	**1,4**
Sans enfants	11,8	10,8	11,3	11,4	11,8	0,0
Avec 1 enfant	12,1	14,1	14,8	14,7	15,1	3,0
Avec 2 enfants	10,8	12,3	13,1	13,2	13,6	2,8
Avec 3 enfants et plus	18,2	18,9	19,9	19,8	20,4	2,1
Famille monoparentale	**35,6**	**32,1**	**33,8**	**33,5**	**33,2**	**– 2,5**
Avec 1 enfant	31,6	28,7	29,9	29,5	29,3	– 2,3
Avec 2 enfants	39,8	34,6	36,4	36,4	36,3	– 3,5
Avec 3 enfants et plus	51,2	50,5	55,1	54,1	53,2	2,0

Source : Statistique Canada.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Revenu médian des familles

De 2008 à 2009, le revenu médian avant impôt de l'ensemble des familles, exprimé en dollars constants, diminue de 0,4 % dans la région de Montréal. Cette diminution est plus élevée que l'augmentation observée dans l'ensemble du Québec (+ 0,3 %). Aussi, la région est en retard par rapport à l'ensemble du Québec puisque, selon les données de 2009, le revenu médian avant impôt de l'ensemble des familles s'établit à 55 860 $, comparativement à 64 420 $ au Québec.

Tableau 5.2

Revenu médian avant impôt de l'ensemble des familles, Montréal et ensemble du Québec, 2008-2009

	2008	2009	Variation 2009/2008
	$ constants de 2009		%
Montréal	**56 086**	**55 860**	**– 0,4**
Ensemble du Québec	**64 226**	**64 420**	**0,3**

Source : Statistique Canada.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

En 2009, les familles monoparentales ont un revenu médian après impôt (33 070 $) moins élevé que celui des familles comptant un couple (55 270 $). Enfin, de 2008 à 2009, le revenu médian des familles monoparentales s'est amélioré de 1,5 %. Quant aux familles comptant un couple, leur revenu s'est amélioré de 0,4 %.

Tableau 5.3

Revenu médian après impôt selon le type de famille, Montréal, 2008-2009

	2008	2009	Variation 2009/2008
	$ constants de 2009		%
Famille comptant un couple	**55 070**	**55 270**	**0,4**
Sans enfants	48 117	48 300	0,4
Avec 1 enfant	58 904	59 280	0,6
Avec 2 enfants	69 268	69 050	– 0,3
Avec 3 enfants et plus	62 566	62 720	0,2
Famille monoparentale	**32 571**	**33 070**	**1,5**
Avec 1 enfant	32 400	32 780	1,2
Avec 2 enfants	33 919	34 460	1,6
Avec 3 enfants et plus	31 152	31 990	2,7

Source : Statistique Canada.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

6. Investissements et permis de bâtir

par Jean-François Fortin, Direction des statistiques économiques et du développement durable

6.1 Investissements

Selon les intentions pour 2012, les investissements dans la région de Montréal devraient atteindre 14,9 G$, en hausse de 1,9 % par rapport à 2011, suivant une forte augmentation de 27,6 % entre 2010 et 2011. La région représenterait ainsi 21,1 % du total québécois (70,8 G$). À ce chapitre, la croissance de la région est moins rapide que celle de l'ensemble des régions (+ 5,6 %), alors qu'elle avait fait mieux en 2011 (moyenne provinciale : + 6,2 %). La région arrive au treizième rang parmi les 17 régions administratives en termes de croissance annuelle.

Tableau 6.1.1

Dépenses en immobilisation par industrie[1] et par secteur, Montréal, 2008-2012[2]

	2008	2009	2010	2011	2012	Variation 2012/2011	Part relative dans la région (2012)	Part relative dans le Québec (2012)
	k$					%		
Production de biens	1 726 516	1 654 259	1 446 072	1 966 777	2 109 828	7,3	14,1	12,0
Production de services	7 898 245	7 992 015	7 304 918	9 125 816	9 295 357	1,9	62,3	32,0
Logement	2 271 987	2 165 497	2 726 340	3 547 927	3 511 989	– 1,0	23,5	14,5
Total	**11 896 748**	**11 811 771**	**11 477 329**	**14 640 520**	**14 917 173**	**1,9**	**100,0**	**21,1**
Secteur privé non résidentiel	5 955 332	5 344 143	4 789 477	6 171 195	6 140 554	– 0,5	41,2	23,8
Secteur public	3 669 429	4 302 131	3 961 513	4 921 398	5 264 631	7,0	35,3	25,3

Note : En raison de l'arrondissement des données, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

1. Statistique Canada, *Système de classification des industries de l'Amérique du Nord, Canada 2002*.
2. 2008-2010 : dépenses réelles; 2011 : dépenses réelles provisoires; 2012 : perspectives.

Sources : Statistique Canada, Enquête sur les dépenses en immobilisation; Institut de la statistique du Québec.

Les industries productrices de biens, qui comptent pour 14,1 % de l'investissement régional en 2012, sont en croissance de 7,3 % par rapport à 2011, pour atteindre 2,1 G$. Il s'agit du plus haut niveau atteint depuis 2004. L'investissement dans la région représente 12,0 % de l'investissement total de ces industries au Québec. En 2012, l'investissement de ces industries se concentre dans le secteur de la fabrication (1,2 G$) et des services publics (615,3 M$).

L'investissement dans les industries productrices de services, responsables de plus de la moitié de l'investissement régional (62,3 %), est en hausse de 1,9 % par rapport à 2011 et se chiffre à 9,3 G$. Il s'agit d'un nouveau sommet historique. La variation annuelle de l'investissement de la région dans ces industries, qui constitue 32,0 % de l'investissement québécois (29,1 G$), est identique à la moyenne provinciale (+ 1,9 %). Les administrations publiques dominent, avec des investissements prévus de 2,1 G$ en 2012, soit 22,2 % du total des industries productrices de services.

L'investissement résidentiel, qui représente 23,5 % de l'investissement régional en 2012, est en décroissance de 1,0 %, pour s'établir à 3,5 G$. Il s'agit d'une variation annuelle inférieure à la moyenne québécoise (+ 2,6 %). La région représente 14,5 % du total provincial.

Le secteur privé non résidentiel, qui polarise 41,2 % de l'investissement total, est en décroissance de 0,5 % par rapport à 2011, pour s'élever à 6,1 G$. Cela correspond à une variation annuelle inférieure à la moyenne québécoise (+ 8,5 %). La région de Montréal représente 23,8 % du secteur privé non résidentiel québécois. Les investissements publics affichent une croissance de 7,0 % par rapport à 2011, pour s'établir à 5,3 G$. Il s'agit d'une variation annuelle supérieure à la moyenne québécoise (+ 5,8 %). Cette région accapare 25,3 % des investissements publics au Québec.

6.2 Permis de bâtir

La valeur des permis de bâtir délivrés par les municipalités de la région de Montréal atteint 3,6 G$ en 2011, en hausse de 51,0 % par rapport à 2010. La croissance s'observe tout autant dans le secteur non résidentiel (+ 55,7 %) que dans le secteur résidentiel (+ 46,6 %).

Tableau 6.2.1

Valeur des permis de bâtir selon le type de construction et nombre de nouvelles unités de logement indépendantes autorisées, Montréal et ensemble du Québec, 2007-2011

	Unité	2007	2008	2009	2010	2011	Variation 2011/2010	Moyenne 2007-2011
Montréal	**k$**	**2 183 142**	**2 056 607**	**2 001 377**	**2 410 488**	**3 640 375**	**51,0**	**2 458 398**
Non résidentiel	k$	1 150 312	1 040 691	1 060 761	1 174 462	1 828 876	55,7	1 251 020
Commercial	k$	595 700	679 459	623 494	616 237	1 243 408	101,8	751 660
Industriel	k$	163 129	111 787	139 252	65 193	183 006	180,7	132 473
Institutionnel	k$	391 483	249 445	298 015	493 032	402 462	– 18,4	366 887
Résidentiel	k$	1 032 830	1 015 916	940 616	1 236 026	1 811 499	46,6	1 207 377
Nouvelles unités autorisées	n	..	..	..	7 176	10 898	51,9	...
Ensemble du Québec		**12 973 354**	**13 806 682**	**12 929 699**	**14 842 345**	**15 489 597**	**4,4**	**14 008 335**
Non résidentiel	k$	4 557 254	4 895 053	4 523 131	4 996 094	5 314 909	6,4	4 857 288
Commercial	k$	2 446 290	2 625 641	2 489 522	2 758 545	3 275 802	18,8	2 719 160
Industriel	k$	886 606	1 102 337	827 458	890 420	966 666	8,6	934 697
Institutionnel	k$	1 224 358	1 167 075	1 206 151	1 347 129	1 072 441	– 20,4	1 203 431
Résidentiel	k$	8 416 100	8 911 629	8 406 568	9 846 251	10 174 688	3,3	9 151 047
Nouvelles unités autorisées	n	..	..	..	53 579	53 890	0,6	...

Source : Statistique Canada, Enquête des permis de bâtir.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Les permis de bâtir résidentiels ont autorisé la construction de 10 898 nouvelles unités indépendantes, comparativement à 7 176 en 2010. La valeur des permis délivrés dans ce secteur s'élève à 1,8 G$. Il s'agit d'une valeur bien supérieure à la moyenne quinquennale (1,2 G$). L'île de Montréal représente à elle seule 17,8 % de la valeur totale des permis octroyés dans le secteur résidentiel au Québec, et elle compte plus de 20 % des nouvelles unités indépendantes autorisées.

La valeur des permis de bâtir non résidentiels octroyés en 2011 est supérieure à la moyenne quinquennale dans toutes les composantes. Les permis de bâtir commerciaux délivrés s'élèvent à 1,2 G$, en croissance de 101,8 % par rapport à 2010 (la moyenne quinquennale est de 751,7 M$). Les permis de bâtir industriels croissent pour leur part de 180,7 % en 2011, pour atteindre 183,0 M$, comparativement à une moyenne de 132,5 M$ pour la période 2007-2011. Finalement, les permis de bâtir institutionnels sont en décroissance de 18,4 % par rapport à 2010, pour atteindre 402,5 M$. Leur valeur est toutefois supérieure à la moyenne quinquennale (366,9 M$).

7. Santé

par Pierre Cambon, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

Le découpage géographique utilisé pour analyser cette section est celui des régions sociosanitaires, délimitées officiellement par le ministère de la Santé et des Services sociaux au printemps 2005[1].

Personnel de la santé

En 2009, à Montréal, le nombre de médecins augmente de 1,2 %, ce qui fait perdurer la croissance uniforme amorcée en 1999. Au Québec, ce nombre s'accroît de 1,5 %, ce qui porte l'effectif à 16 663, et on obtient 213 médecins pour 100 000 habitants (+ 1 point). Depuis 2005, l'accroissement du nombre de médecins à Montréal (+ 3,8 %) est dû davantage aux spécialistes (+ 5,5 %) qu'aux omnipraticiens (+ 0,6 %). Au Québec, les spécialistes (+ 8,6 %) plus que les omnipraticiens (+ 4,0 %) ont participé à l'augmentation du nombre de médecins (+ 6,3 %). Pour ce qui est du nombre de chirurgiens-dentistes, on assiste en 2009 à une baisse de 2,1 %, et ce, pour la première fois depuis 2005.

En 2009-2010, on enregistre à Montréal pour une cinquième année consécutive une faible augmentation du personnel infirmier (+ 2,2 %). Cette croissance est davantage influencée par les infirmiers auxiliaires (+ 9,3 %) que par les préposés aux bénéficiaires (+ 2,1 %) et les infirmiers (+ 0,4 %). Montréal connaît ainsi en 2009-2010 une hausse du personnel infirmier plus forte que celle du Québec (+ 1,7 %). Par ailleurs, depuis 2005-2006, la région affiche une variation du personnel infirmier (+ 4,8 %) inférieure à la moyenne québécoise (+ 6,0 %).

Tableau 7.1

Personnel de la santé selon la catégorie, région sociosanitaire de Montréal, 2005-2006 à 2009-2010

	Unité	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010
Médecins[1]	**n**	**5 617**	**5 617**	**5 710**	**5 758**	**5 829**
Omnipraticiens	n	2 003	1 949	1 981	2 002	2 015
Ensemble des spécialistes	n	3 614	3 668	3 729	3 756	3 814
Nombre pour 100 000 habitants[3,r]	n pour 100 000 hab.	300	300	304	304	307
Chirurgiens-denstistes[1]	**n**	**1 235**	**1 280**	**1 281**	**1 283**	**1 256**
Nombre pour 100 000 habitants[3,r]	n pour 100 000 hab.	66	68	68	68	66
Personnel infirmier[2]	**n**	**27 094**	**27 371**	**27 541**	**27 789**	**28 390**
Infirmiers	n	14 147	14 214	14 091	13 866	13 922
Infirmiers auxiliaires	n	2 973	3 080	3 244	3 573	3 905
Préposés aux bénéficiaires	n	9 974	10 077	10 206	10 350	10 563
Nombre pour 100 000 habitants[3,r]	n pour 100 000 hab.	1 446	1 461	1 464	1 468	1 494

1. En ce qui concerne les médecins et les chirurgiens-dentistes, les données sont présentées sur la base des années civiles (par exemple, pour 2009-2010, les données font référence à 2009).
2. En ce qui concerne le personnel infirmier, en équivalent temps complet, les données sont présentées sur la base des années financières (du 1er avril de l'année indiquée au 31 mars de l'année suivante).
3. Calculé pour l'ensemble du personnel de la santé par rapport à la population prise au 1er juillet de chaque année financière.

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, Éco-Santé 2011.

1. En matière de régions sociosanitaires, la Mauricie et le Centre-du-Québec ne forment qu'une seule et unique région; à l'inverse, le Nord-du-Québec est divisé en trois régions qui sont le Nord-du-Québec, le Nunavik et les Terres-Cries-de-la-Baie-James.

Installations sociosanitaires

En ce qui concerne le taux d'occupation des lits dressés dans les unités de soins généraux et spécialisés à Montréal, il recule en 2009-2010 et s'établit 82,6 %. De plus, la diminution de 0,7 point s'accompagne d'une décroissance de 0,6 % du nombre d'usagers. À l'échelle provinciale, le taux d'occupation (83,9 %) décroît de 0,1 point, alors que le nombre d'usagers (707 082) diminue de 1,6 % en 2009-2010. Par ailleurs, la hausse de 1,4 % du nombre de lits dressés pour les soins généraux et spécialisés à Montréal en 2009-2010 maintient cette tendance d'alternance observée ces trois dernières années. Au Québec, le nombre de lits dressés (15 843) poursuit, en 2009-2010, sa légère augmentation (+ 0,7 %), et ce, pour une troisième année consécutive.

Dans les unités d'hébergement et de soins de longue durée, la baisse de 1,0 point du taux d'occupation des lits dressés en 2009-2010 accorde malgré tout à Montréal (97,2 %) un taux légèrement supérieur à celui du Québec (97,1 %). Cette diminution s'accompagne d'un recul du nombre d'usagers de 3,2 %. À l'échelle provinciale, le taux d'occupation régresse de 0,7 point en 2009-2010, alors que le nombre d'usagers (69 028) connaît une baisse de 1,4 %. Pour une quatrième année consécutive, le nombre de lits dressés pour l'hébergement et les soins de longue durée a diminué à Montréal (– 1,0 % en 2009-2010). Au Québec, après trois années de baisse, le nombre de lits dressés (40 195) stagne en 2009-2010.

Tableau 7.2

Lits dressés et places selon l'unité de service, région sociosanitaire de Montréal, 2005-2006 à 2009-2010

	Unité	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010
Soins généraux et spécialisés						
Nombre de lits dressés	n	5 714	5 654	5 731	5 692	5 772
Nombre pour 100 000 habitants[1,r]	n pour 100 000 hab.	305	302	305	301	304
Taux d'occupation	%	82,4	83,1	82,2	83,3	82,6
Nombre d'usagers	n	221 559	218 977	216 382	220 916	219 517
Hébergement et soins de longue durée						
Nombre de lits dressés	n	14 461	14 361	13 938	13 603	13 473
Nombre pour 100 000 habitants[1,r]	n pour 100 000 hab.	772	766	741	719	709
Taux d'occupation	%	98,1	98,3	98,5	98,2	97,2
Nombre d'usagers	n	24 308	24 446	23 362	23 026	22 286

Note : À l'exception des lits dressés, les données sont présentées sur la base des années financières (du 1er avril de l'année indiquée au 31 mars de l'année suivante).

1. Calculé par rapport à la population prise au 1er juillet de chaque année financière.

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, Éco-Santé 2011.

8. Éducation

par Pierre Cambon, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

Formation au collégial : diplômes décernés

Les établissements collégiaux de Montréal ont décerné 10 799 diplômes en formation préuniversitaire (47,2 %) et 12 020 diplômes en formation technique (52,6 %) en 2009, ce qui réduit l'écart entre ces deux types de formation pour une deuxième année consécutive. On constate également que le nombre de diplômes du collégial décernés à des femmes dépasse celui des diplômes remis aux hommes (57,5 % et 42,3 % respectivement), et ce, tant en formation préuniversitaire que technique. L'écart qui avait tendance à augmenter ces quatre dernières années se voit réduit en 2009.

Pour une troisième année consécutive, le nombre de diplômes décernés au collégial à Montréal augmente (+ 3,5 % en 2009), ce qui demeure inférieur à l'augmentation québécoise (+ 4,6 %). Cette tendance positive est due principalement à la hausse combinée de 3,6 % des diplômes préuniversitaires et de 3,0 % des diplômes techniques, particulièrement chez les femmes (+ 6,3 % et + 7,2 % respectivement). Au préuniversitaire, les sciences humaines regroupent 48,8 % des diplômes décernés et les sciences, 31,1 %. En ce qui a trait à l'enseignement technique, ce sont les techniques administratives qui comptent le plus de diplômes décernés, soit 37,8 %, suivies par les techniques humaines, 17,8 %.

Tableau 8.1

Nombre de diplômes décernés au collégial par famille de programme, Montréal, 2006-2009

	2006[r]	2007	2008	2009
		n		
Montréal	**21 200**	**21 981**	**22 094**	**22 860**
Préuniversitaire	**9 864**	**10 190**	**10 420**	**10 799**
Arts	388	386	354	380
Arts et lettres	1 247	1 340	1 399	1 383
Lettres	x	x	x	x
Multiples	x	x	x	x
Sciences	3 012	3 040	3 061	3 357
Sciences humaines	4 849	5 034	5 173	5 275
Technique	**11 336**	**11 791**	**11 666**	**12 020**
Techniques physiques	1 478	1 597	1 442	1 639
Techniques biologiques	1 597	1 603	1 537	1 667
Techniques administratives	4 243	4 725	4 923	4 547
Techniques artistiques	2 213	1 830	1 852	2 033
Techniques humaines	1 805	2 036	1 912	2 134
Hors programme	–	–	**8**	**41**

Source : Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.

Formation universitaire : diplômés au baccalauréat

En 2010, les 6 436 diplômés au baccalauréat de Montréal sont majoritairement des femmes (59,8 %), tout comme au Québec (62,5 %). Tandis que cette proportion augmente graduellement au provincial depuis 2007 (+ 1,1 point), elle croît à Montréal depuis 2008, en hausse notamment de 0,4 point par rapport à 2009.

Parmi les domaines d'études, c'est celui des sciences sociales et humaines qui procure le plus de diplômés (69,0 %), ce qui est inférieur à la proportion québécoise (70,3 %). En 2010, on observe que le nombre de diplômés au baccalauréat a augmenté à Montréal (+ 1,5 %), ce qui se situe au-dessus de la croissance du Québec (+ 0,7 %). Depuis 2007, on s'aperçoit cependant que la tendance est à la hausse (+ 7,9 %), essentiellement grâce au domaine des sciences sociales et humaines.

Tableau 8.2

Diplômés au baccalauréat par domaine d'études selon le sexe et selon la région de résidence au secondaire[1], Montréal, 2007-2010

	2007	2008	2009	2010
		n		
Montréal	**5 967**	**6 270**	**6 342**	**6 436**
Santé	**610**	**585**	**706**	**690**
Hommes	136	158	185	186
Femmes	474	427	521	504
Sciences naturelles et génie	**1 238**	**1 255**	**1 196**	**1 295**
Hommes	789	836	790	802
Femmes	449	419	406	493
Sciences sociales et humaines	**4 116**	**4 426**	**4 435**	**4 444**
Hommes	1 487	1 624	1 594	1 592
Femmes	2 629	2 802	2 841	2 852
Indéterminé	**3**	**4**	**5**	**7**
Hommes	2	2	1	1
Femmes	1	2	4	6

1. La région de résidence d'un étudiant est établie à partir de l'information observée au secondaire. Cette information est recueillie à l'aide d'un code permanent unique qui a été attribué à l'étudiant au niveau secondaire, comme ce code demeure inchangé tout au long de leurs études, il devient possible d'établir une cohorte de diplômés universitaires. Cette méthode est essentielle puisque l'information sur la région de résidence d'un étudiant n'est pas disponible pour ce qui est de l'enseignement supérieur.

Source : Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.

Les trois principales universités d'où viennent les diplômés au baccalauréat de Montréal sont, dans l'ordre, l'Université Concordia (29,3 %), l'Université McGill et l'Université de Montréal (21,4 % et 19,9 % respectivement). Les parts des deux premières universités augmentent légèrement en 2009, alors que celle de l'Université de Montréal affiche une baisse de 0,8 point en 2010.

9. Culture et communications

par Claude Fortier, Observatoire de la culture et des communications du Québec

En tant que principal pôle culturel au Québec, la région de Montréal renferme un très grand nombre d'établissements culturels à portée nationale. On y trouve, entre autres, 31 centres d'artistes, 160 salles de spectacles, 21 cinémas ou ciné-parcs (196 écrans), 116 librairies et 68 institutions muséales. L'examen du nombre de ces établissements pondéré par la taille de la population révèle pour Montréal, comparativement à l'ensemble du Québec, des ratios légèrement plus élevés pour les centres d'artistes et les librairies et plus bas pour les institutions muséales, les points de services des bibliothèques publiques et les stations de radio privées et communautaires. Le ratio du nombre de points de services des bibliothèques publiques, qui est un des moins élevés au Québec, s'explique en grande partie par la densité de la population dans la région de Montréal.

Tableau 9.1

Nombre d'établissements culturels de divers types, Montréal, 2009 et 2010

	Établissements		Ratio région/Québec	Établissements[1] par 100 000 habitants	
				Région	Ensemble du Québec
	2009	2010	2010	2010	
	n		%	n	
Centres d'artistes	31	31	47,0	1,6	0,8
Salles de spectacles	178	160	28,8	8,2	7,0
Institutions muséales[2]	65	68	15,7	3,5	5,5
Bibliothèques publiques autonomes : points de services	55	..	..	..	...
Bibliothèques publiques affiliées: points de services	–	..	..	..	...
Librairies	123	116	31,4	6,0	4,7
Cinémas et ciné-parcs	22	21	16,9	1,1	1,6
Écrans	205	196	25,1	10,1	9,9
Stations de radio privées et communautaires	26	25	14,8	1,3	2,1

1. À l'exception du nombre d'écrans par 100 000 habitants.
2. Il s'agit du nombre d'institutions muséales ayant fourni des statistiques de fréquentation à l'OCCQ en 2010.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

La région de Montréal constitue toujours, en 2010, le cœur du marché de la culture au Québec. Avec un poids démographique correspondant à 25 % de la population québécoise, elle accueille, à l'échelle québécoise, 49,4 % des entrées aux spectacles payants en arts de la scène, 40,7 % des visiteurs dans les institutions muséales, 44,5 % des ventes de livres en librairie et 31,1 % de l'assistance des cinémas. En tenant compte de sa taille, Montréal arrive dans les trois premiers rangs pour chacune de ces activités.

Tableau 9.2

Statistiques relatives à certaines activités culturelles, Montréal, 2009 et 2010

	Unité	Activités culturelles	Activités culturelles par 1 000 habitants		Ratio région/Qc
		2010	2009	2010	2010
Spectacles payants en arts de la scène					
Représentations	n	7 401	4,3	3,8	44,5
Entrées	n	3 460 512	2 057,5	1 777,4	49,4
Assistance des cinémas					
Entrées	n	7 273 256	4 109,5	3 735,7	31,1
Fréquentation des institutions muséales					
Entrées	n	5 214 925	2 608,1	2 678,5	40,7
Fréquentation des bibliothèques publiques					
Nombre de prêts	n	..	6 407,5	..	...
Ventes de livres par les librairies					
Ventes de livres neufs	$	219 742 716	113 793,2	112 865,9	43,9

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Concepts et définitions

Territoire

Couverture du sol

Les données de couverture du sol, GéoBase, circa 2000-vectorielle (CSC2000-V) sont le résultat de la vectorisation de données matricielles thématiques issues de la classification d'orthoimages Landsat 5 et Landsat 7 des zones forestières et agricoles du Canada et des territoires du Nord. La couverture forestière provient du projet d'Observation de la Terre pour le développement durable des forêts (OTDD), initiative du Service canadien des forêts (SCF). La couverture agricole provient du Service national d'information sur les terres et les eaux (SNITE) d'Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC) et la couverture du sol des territoires du Nord a été réalisée par le Centre canadien de télédétection (CCT). La précision cartographique circulaire normalisée (PCCN) est de 30 mètres ou mieux. Cette précision est basée sur les orthoimages Landsat 7.

Données non disponible

Données non disponibles, étendues non classifiées en raison de la présence de nuages, d'ombre ou d'autres facteurs de qualité des images.

Eau

Lacs, réservoirs, fleuves, rivières, ruisseaux et étendues d'eau salée.

Glace, roche, terrain découvert

Principalement des étendues non végétalisées et non mises en valeur. Cette catégorie inclut les glaciers, la roche, les sédiments, les brûlis, la blocaille, les mines et les autres surfaces naturellement non végétalisées. D'autres étendues modifiées par l'activité humaine peuvent être représentées dans cette classe. Cette catégorie exclut les étendues agricoles en jachère.

Zones développées

Étendues principalement construites ou mises en valeur incluant la végétation associée à ces catégories de couverture. Elles peuvent inclure les surfaces occupées par les routes, les voies ferrées, les bâtiments et les étendues revêtues, les régions urbaines, les parcs, les sites industriels, les ouvrages miniers et les fermes.

Bryophytes et lichens

Composés de bryophytes (mousses, hépatiques et cératophylles) et de lichens (types foliacés et fruticuleux, mais pas de type crustacé). La couverture végétale de bryophytes et lichens doit s'étendre sur au moins 20 % de la surface ou doit composer au moins le tiers de la végétation totale. Cette catégorie comprend également les prairies alpines, les étendues d'herbes et d'autres végétations herbacées indigènes, incluant des étendues d'arbustes.

Arbustes

Principalement les étendues occupées par une végétation ligneuse relativement basse (généralement ± 2 mètres). Elles peuvent inclure des étendues herbeuses ou des prairies humides portant une végétation ligneuse et les forêts en voie de régénération.

Terres humides

Étendues où la surface de saturation se situe au niveau, à proximité ou au-dessus de la surface du sol pendant un intervalle d'assez longue durée pour que s'y manifestent des processus aquatiques ou de milieux humides.

Plantes herbacées et toundra

Plantes vasculaires sans tige ligneuse (graminées, herbacées latifoliées ou graminoïdes, et plantes cultivées). La couverture végétale de plantes herbacées et toundra doit s'étendre sur au moins 20 % de la surface ou doit composer au moins le tiers de la végétation totale.

Terres agricoles cultivées

Cette catégorie inclut les cultures annuelles et vivaces et exclut les prairies.

Forêt de conifères

Forêt principalement composée de conifères ou végétation arborescente à feuillage persistant. Cette catégorie peut inclure des étendues de forêt mixte et d'arbustes.

Forêt de feuillus

Forêts et étendues boisées principalement composées de feuillus. Cette catégorie peut inclure des étendues de forêt mixte et d'arbustes.

Forêt mixte

Forêts et étendues boisées composées de conifères et de feuillus.

Démographie

Accroissement naturel

Variation de l'effectif d'une population due au solde des naissances et des décès.

Âge médian

Âge qui sépare la population en deux groupes d'effectifs égaux.

Génération

Ensemble des personnes nées au cours d'une période donnée, généralement une année civile.

Indice synthétique de fécondité

Nombre moyen d'enfants par femme dans une génération qui connaîtrait, au cours de sa vie féconde, les conditions de fécondité observées une année donnée.

Solde migratoire interne

Dans une région administrative, pertes ou gains nets résultant des échanges migratoires avec les autres régions administratives au cours d'une année (synonyme de solde migratoire interrégional). Dans une MRC, pertes ou gains nets résultant des échanges migratoires avec les autres MRC, y compris celles de sa propre région administrative.

Solde migratoire interrégional

Pertes ou gains nets résultant des échanges migratoires avec les autres régions administratives au cours d'une année.

Taux d'accroissement annuel moyen

Variation annuelle moyenne de l'effectif d'une population au cours d'une période donnée rapportée à la population moyenne de la période (exprimée en pour mille).

Taux d'accroissement total

Variation de l'effectif d'une population au cours d'une période donnée rapportée à la population en début de période.

Marché du travail

Chômeur

Personne disponible pour travailler qui est sans emploi et qui cherche activement un emploi.

Emploi

Ensemble des personnes résidant dans un territoire donné et ayant effectué un travail quelconque contre rémunération ou en vue d'obtenir un bénéfice ainsi que les personnes absentes de leur travail mais qui maintiennent un lien d'emploi.

Population active

Population civile de 15 ans et plus, hors institution et hors réserve, qui sont en emploi ou en chômage.

Taux d'activité

Population active exprimée en pourcentage de la population de 15 ans et plus.

Taux d'emploi

Nombre de personnes actives exprimé en pourcentage de la population de 15 ans et plus.

Taux de chômage

Nombre de chômeurs exprimé en pourcentage de la population active.

Taux de travailleurs

Nombre de travailleurs divisé par la population des 25-64 ans.

Travailleur

Particulier âgé entre 25 et 64 ans ayant des revenus d'emploi ou d'entreprise comme principale source de revenu et résidant dans un territoire donné.

Comptes économiques

Autres sources de revenu

Comprennent les transferts des non-résidents et des sociétés aux particuliers.

Base économique

Pour classer une industrie comme base économique, on calcule le quotient de localisation. Si le quotient de localisation normalisé d'une industrie est plus grand que 0 dans une région, cette industrie sera considérée comme base économique de cette région. Les bases économiques sont en fait les activités qui expliquent la croissance ou le déclin d'un territoire. Elles permettent de mieux définir la personnalité économique particulière ou encore la structure d'un territoire. À long terme, au cours du temps, les bases économiques d'un territoire peuvent se modifier.

Impôts, cotisations et autres transferts

Comprennent les impôts directs, les cotisations au régime d'assurance sociale et autres transferts courants versés pas les particuliers aux administrations publiques, tels que les primes d'assurance médicaments, les licences, les permis et les amendes.

Produit intérieur brut

Valeur sans double compte des biens et services produits dans le territoire économique d'une région au cours d'une période donnée, sans égard au caractère étranger ou non de la propriété des facteurs de production. Le PIB aux prix de base correspond au PIB calculé aux prix du marché, moins les prélèvements fiscaux applicables aux produits, plus les subventions à la consommation.

Quotient de localisation

Le quotient de localisation est défini comme la fraction de la valeur ajoutée d'une industrie qui est produite dans une région donnée, sur la fraction du PIB du Québec produit dans la même région. Si ce rapport est supérieur à 1, cette industrie contribue proportionnellement plus au PIB de la région qu'à celui du Québec.

Revenu d'emploi

Comprend la somme des salaires et traitement, du revenu supplémentaire de travail, du revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris, et du revenu net reçu par les exploitants agricoles au titre de la production agricole.

Revenu de placement

Comprend les dividendes, les intérêts sur les obligations canadiennes, les intérêts hypothécaires allant aux particuliers, les intérêts sur dépôts et les intérêts accumulés dans les régimes privés de pension, les caisses d'assurance vie et les intérêts sur les placements effectués par des associations de particuliers. Les gains en capital sont exclus.

Revenu personnel

Somme de tous les revenus reçus par les particuliers et entreprises individuelles résidant dans un territoire donné, qu'il s'agisse de gains au titre de la production courante ou de transferts courants d'autres secteurs, plus les revenus de placement que les associations de particuliers accumulent pour leur propre compte ou celui des particuliers.

Revenu personnel disponible

Revenu personnel moins les impôts directs des particuliers, des cotisations d'assurance sociale et autres transferts courants aux administrations publiques.

Transferts des administrations publiques

Comprennent les paiements tels les prestations fiscales et les crédits d'impôt pour enfants, les prestations d'assurance-emploi, les pensions de vieillesse, les prestations d'aide sociale, les bourses et subventions de recherche, les prestations d'indemnisation des accidents de travail, les subventions aux autochtones et à leurs organisations, les pensions versées en vertu du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec, les allocations aux anciens combattants, les prestations du Régime québécois d'assurance parentale.

Conditions de vie et bien-être

Mesure du faible revenu

Mesure dont le seuil représente 50 % du revenu médian québécois après impôt des familles (incluant les personnes hors famille), préalablement ajusté en fonction de la taille et de la composition de la famille à l'aide d'une échelle d'équivalence. Ainsi, une famille est considérée comme à faible revenu lorsque son revenu ajusté est inférieur à ce seuil.

Investissements et permis de bâtir

Investissements

Les investissements sont les dépenses en immobilisation relatives aux constructions nouvelles, aux améliorations importantes apportées à des constructions déjà existantes, ainsi qu'à l'achat de machines et d'équipement neufs. Ces dépenses comprennent également celles des particuliers au titre de la construction résidentielle, mais excluent l'achat de terrains, de constructions déjà existantes, de machines ou d'équipement d'occasion (à moins qu'ils n'aient été importés).

Investissements du secteur public

Il s'agit de dépenses en immobilisation des entreprises publiques et de l'administration publique, effectuées aux niveaux fédéral, provincial et local. Par ailleurs, l'administration publique provinciale inclut notamment les institutions d'enseignement et les établissements de santé et de services sociaux.

Permis de bâtir

La valeur des permis de bâtir correspond à la valeur des permis de construction émis par les municipalités de 10 000 habitants et plus, soit pour l'érection de nouveaux édifices, selon le type de construction (résidentiel, industriel, commercial, institutionnel et gouvernemental).

Santé

Personnel infirmier

La catégorie « infirmier » inclut à la fois les personnes qui ont effectué des études collégiales ou universitaires. Les infirmiers doivent posséder le permis d'exercice de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec (OIIQ) ou être en attente de le recevoir (MSSS, 2003). Les « infirmiers auxiliaires » sont les personnes qui détiennent un diplôme en soins infirmiers de 5e secondaire et les « préposés aux bénéficiaires » font plutôt référence aux personnes qui ont suivi une formation *ad hoc* dans une institution d'enseignement reconnue (St-Pierre, 2001).

Personnel directement affecté aux soins

Le nombre de personnes directement affectées aux soins est calculé en « équivalent temps complet (ETC) » basé sur le décompte du nombre d'heures travaillées ou payées dans un établissement. Il est calculé par titre d'emploi et il est égal au quotient des heures travaillées ou payées par le nombre d'heures régulières de travail d'un employé à temps complet régulier dans ce titre d'emploi (MSSS, 2003). La région des personnes directement affectées aux soins est celle de traitement, donc celle de l'établissement où la personne travaille.

Taux d'occupation des lits dressés

Rapport, pour une année financière donnée, du nombre de jours-présence, pour une unité de service donnée, au nombre de lits dressés ou places internes observé au 31 mars de la même année, pour la même unité de service multiplié par 365 (INFO-STATS, 2005).

Éducation

Diplômés au baccalauréat

La région de résidence d'un étudiant est établie à partir de l'information observée au secondaire. Cette information est recueillie à l'aide d'un code permanent unique qui a été attribué à l'étudiant au secondaire. Comme ce code demeure inchangé tout au long de ses études, il devient possible d'établir une cohorte de diplômés universitaires. Cette méthode est essentielle puisque l'information sur la région de résidence d'un étudiant n'est pas disponible pour ce qui est de l'enseignement supérieur. En raison du manque d'information sur certains diplômés quant à leur région administrative d'origine au secondaire, le total pour l'ensemble du Québec ne correspond pas à la somme directe des totaux des régions administratives (MELS, 2009).

Culture et communications

Bibliothèque publique affiliée

Bibliothèque desservant une municipalité de moins de 5 000 habitants et affiliée à un centre régional de services aux bibliothèques publiques.

Centre d'artistes

Centre d'artistes en arts visuels et en arts médiatiques soutenu par le Conseil des arts et des lettres du Québec.

Institution muséale

Regroupe les musées, les centres d'exposition et les lieux d'interprétation.

Point de service d'une bibliothèque publique autonome

Antenne d'une bibliothèque publique qui dessert une municipalité de 5 000 habitants et plus ou d'une bibliothèque publique qui dessert une municipalité de moins de 5 000 habitants et qui n'est pas affiliée à un centre régional de services aux bibliothèques publiques.

Salle de spectacle

Salle ou lieu où sont présentés des spectacles payants en arts de la scène, selon l'Enquête sur la fréquentation des spectacles de l'Institut de la statistique du Québec.

Spectacle payant en arts de la scène

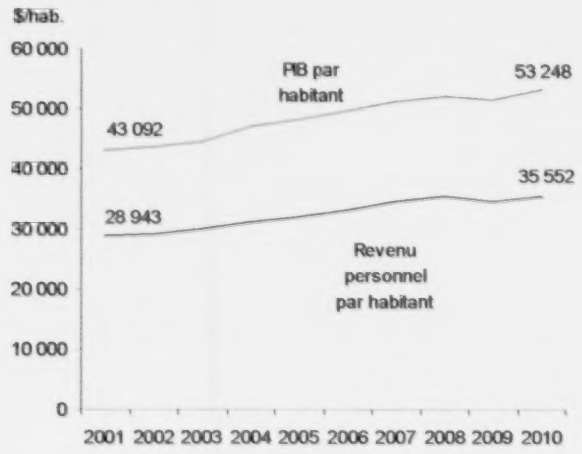
Représentation payante d'un spectacle de théâtre, de danse, de musique, de chanson ou de variétés, à l'exclusion des spectacles où le droit d'entrée prend la forme d'un passeport ou d'un macaron valide pour l'ensemble d'un festival, des spectacles privés et des spectacles amateurs.

Tableau comparatif pour les régions administratives

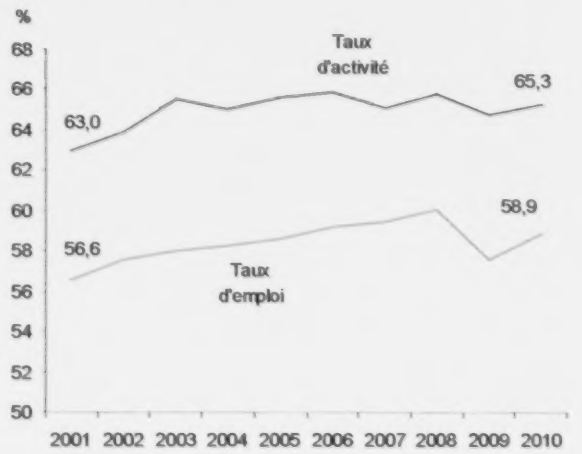
	PIB par habitant		Revenu personnel disponible par habitant		Taux de chômage[1]	Taux de faible revenu des familles	Dép. en immob.	Population au 1er juillet	
	2010ep	Var. 10/09	2010p	Var. 10/09	2011	2009	Var. 12/11	2011p	TAAM[2] 2006-2011
	$	%	$	%	%	%	%	n	pour mille
Bas-Saint-Laurent	30 376	4,6	23 044	2,0	8,0	6,9	3,2	200 462	– 1,1
Saguenay–Lac-Saint-Jean	32 935	4,8	24 801	3,5	8,3	6,7	– 10,0	273 461	– 0,5
Capitale-Nationale	42 800	3,3	27 639	2,1	5,8	5,9	2,4	701 204	9,5
Mauricie	31 004	4,1	23 875	2,8	7,8	9,6	5,5	262 340	1,5
Estrie	30 943	3,6	23 951	2,8	6,7	9,1	– 0,3	312 150	7,3
Montréal	53 248	3,4	27 646	3,0	9,7	17,0	1,9	1 958 257	8,8
Outaouais	29 742	2,9	26 578	3,1	7,4	8,9	8,9	368 181	13,1
Abitibi-Témiscamingue	40 932	6,3	27 048	6,1	7,5	8,0	– 10,2	146 419	2,1
Côte-Nord	54 832	4,7	28 783	7,0	7,8	9,7	66,3	95 802	– 1,6
Nord-du-Québec	65 273	3,9	32 027	6,2	7,8	16,0	20,3	42 330	10,0
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	24 958	4,8	22 959	3,1	12,4	9,7	– 1,7	93 130	– 4,3
Chaudière-Appalaches	33 857	3,3	25 374	2,4	4,8	5,4	3,8	406 401	4,7
Laval	31 050	2,7	26 819	2,5	7,1	8,4	6,4	403 744	16,1
Lanaudière	23 019	3,1	25 371	2,9	7,7	8,1	3,7	469 916	16,0
Laurentides	28 959	2,6	26 843	3,1	8,1	7,9	6,1	555 614	13,9
Montérégie	31 448	3,2	27 705	3,4	7,0	8,0	4,4	1 456 743	10,4
Centre-du-Québec	35 253	3,8	23 948	3,3	7,2	8,6	4,7	233 509	6,6
Ensemble du Québec	**37 795**	**3,4**	**26 642**	**3,1**	**7,8**	**9,8**	**5,6**	**7 979 663**	**8,9**

1. La région du Nord-du-Québec est incluse dans la Côte-Nord.
2. TAAM : taux d'accroissement annuel moyen. Voir l'encadré de la page 3.

Revenu personnel et PIB par habitant, Montréal, 2001-2010



Taux d'activité et d'emploi, Montréal, 2001-2010



Des statistiques sur le Québec d'hier et d'aujourd'hui pour le Québec de demain

Montréal

Superficie en terre ferme (2011)	499 km²
Densité de population (2011)	3 924,6 hab./km²
Population totale (2011[p])	1 958 257 hab.
Accroissement naturel (2011[p])	8 476 hab.
Solde migratoire interrégional (2010-2011)[1]	−22 207 hab.
PIB aux prix de base (2010[e,p])	102 985,9 M$
PIB par habitant (2010[p])	53 248 $
Revenu personnel disponible par habitant (2010[p])	27 646 $
Emplois (2011)	939,4 k
Taux d'activité (2011)	64,1 %
Taux d'emploi (2011)	57,9 %
Taux de chômage (2011)	9,7 %
Taux de faible revenu des familles (2009)	17,0 %
Dépenses en immobilisation (2012)[2]	14 917,2 M$

1. Année du 1er juillet au 30 juin.
2. Perspectives.

Institut de la statistique Québec